

MAROC

Après une mauvaise campagne agricole en 2016, le secteur primaire devrait rebondir en 2017 et propulser la croissance du PIB à 3,8 %. Entretemps, l'activité non agricole reste morose et l'inflation maîtrisée. Déjà faible, le taux de participation au marché du travail ne cesse de décliner. Des efforts soutenus d'assainissement des finances publiques et la dégringolade des cours mondiaux du pétrole ont contribué à réduire le double déficit ces dernières années. Pour l'avenir, les principaux défis demeurent la poursuite d'une croissance plus forte sous l'impulsion du secteur privé, la création d'emplois et la promotion d'une prospérité partagée.

Évolutions récentes

La croissance économique marocaine reste tributaire des aléas de la météo. Après une production céréalière record en 2015, le Maroc a connu une grave sécheresse en 2016. La production agricole, qui représente encore près de 15% du PIB du pays, a diminué d'environ 10 %, ramenant le taux de croissance du PIB global à 1,1% en 2016. En dépit des gros investissements publics consentis ces dernières années, le secteur non agricole reste morose, avec un taux de croissance de l'ordre de 3%. Certes, le chômage a légèrement décliné à 9,4%, mais cette évolution masque un recul prolongé du taux de participation au marché du travail qui, aujourd'hui, est largement inférieur à 50%. On estime à 1,7 million le nombre de jeunes de 15 à 24 ans qui n'étaient pas scolarisés, n'avaient pas d'emploi ou n'étaient pas en formation en 2016. Le taux de change de la monnaie étant déterminé par référence à un panier d'euros et de dollars américains, l'inflation est contenue à moins de 2%.

La poursuite de politiques macroéconomiques prudentes a permis de réduire les déséquilibres extérieur et budgétaire ces dernières années. Couplé à une gestion budgétaire et un contrôle financier robustes, l'achèvement de la réforme des subventions engagée en 2014 a contribué à réduire davantage le déficit budgétaire à 3,9% du PIB en 2016, selon les estimations, et à stabiliser la dette publique autour de 66% du PIB. L'amélioration du ratio investissements publics/épargne publique et la

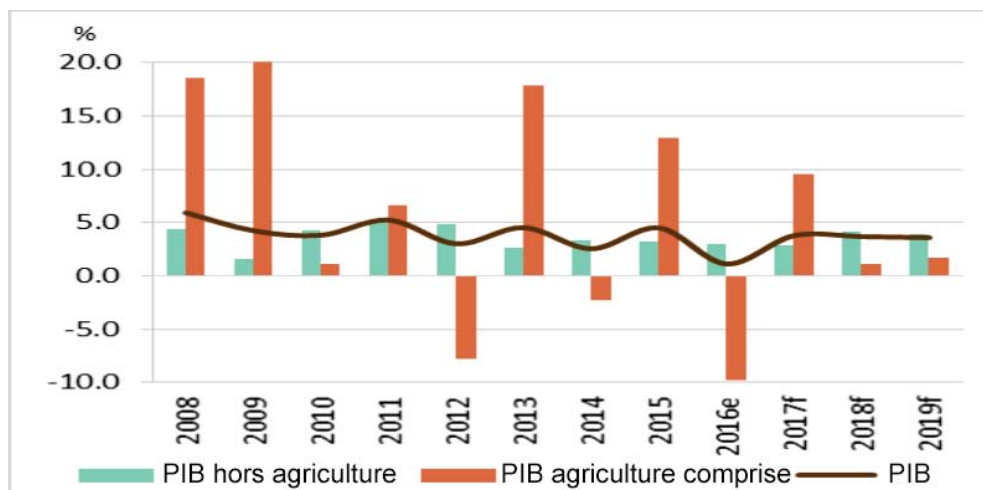
chute des cours mondiaux du pétrole ont contribué à diminuer considérablement le déficit du compte courant ces dernières années ; une tendance inversée seulement en 2016 par suite d'une politique monétaire accommodante et d'une reprise des prêts d'investissement au secteur privé. Grâce à la persistance de flux d'IED importants, les réserves de change du Maroc ont augmenté pour atteindre 6,4 mois d'importations de biens et services en fin 2016.

Perspectives

Des précipitations abondantes depuis l'automne 2016 donnent à penser que la croissance du PIB devrait rebondir à 3,8% en 2017. On s'attend à une production céréalière supérieure à sa moyenne historique et le PIB agricole devrait augmenter de près de 10 %. On prévoit également un accroissement du PIB non agricole qui, bénéficiant de l'embellie du secteur agricole et de la confiance grandissante à la fois des consommateurs et des producteurs, serait légèrement supérieur aux tendances récentes. Cela dit, il est peu probable que cette conjoncture positive se traduise par d'importantes améliorations dans la structure du marché du travail. Les attentes concernant l'inflation étant bien fondées, le taux d'inflation devrait continuer à tourner autour de 2%.

La dynamique de réformes marque le pas à cause des retards accusés dans la formation du nouveau gouvernement après les élections législatives d'octobre 2016. Une

GRAPHIQUE 1 Maroc / Volatilité du taux de croissance



disposition du projet de loi de finances 2017 qui prévoit une nouvelle réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB est néanmoins appliquée. L'augmentation anticipée des prix mondiaux du pétrole va contribuer à détériorer le solde du compte courant, mais comme de coutume, les besoins de financements extérieurs ne présentent pas un risque majeur compte tenu du niveau relativement bas de la dette extérieure et de l'accès du pays aux marchés internationaux. De plus, le deuxième accord biennal au titre de la Ligne de précaution et de liquidité (LPL) du FMI continuera d'offrir une couverture contre les risques externes.

À moyen terme, les perspectives de l'économie marocaine devraient s'améliorer, à condition que le prochain gouvernement soit disposé à mener des politiques macroéconomiques prudentes et appliquer des réformes structurelles de façon à renforcer le cadre des affaires, moderniser l'administration publique et améliorer l'accès à des services publics de qualité, entre autres. Le passage progressif à un régime de change plus flexible annoncé par la Banque Al-Maghrib devrait aussi contribuer à renforcer la compétitivité du Maroc. La mise en œuvre programmée de la loi de finances organique et du processus de décentralisation devrait permettre de renforcer la gouvernance et l'efficacité

du secteur public et, globalement, la croissance du PIB annuel devrait atteindre son potentiel actuel de 4 % en moyenne.

Risques et défis

Au regard de la volatilité de la production agricole marocaine, des perspectives économiques peu optimistes dans la zone euro et du risque persistant d'une dégradation de la situation géopolitique dans la région, les prévisions pour le pays sont orientées à la baisse. La modernisation du secteur agricole, la diversification du tissu industriel et le développement du secteur des services devraient contribuer à atténuer les risques dont la gestion relève des pouvoirs publics. Pour ce faire, il faudra s'employer vivement à renforcer les autorités responsables des marchés au Maroc, particulièrement celles qui sont chargées de veiller à une répartition efficace de la main-d'œuvre et du capital, et de promouvoir l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Après la libéralisation réussie des prix du pétrole à la pompe, l'augmentation anticipée de 30% des cours mondiaux du pétrole va aussi permettre de mesurer l'acceptabilité et la robustesse du nouveau système de tarification.

Le Maroc reste confronté au défi d'une transformation structurelle relativement lente. Parce que structurellement, il s'appuie encore sur les activités non marchandes (comme la construction), ses gains de productivité ont été limités durant les deux dernières décennies, en dépit d'investissements considérables. Et ces investissements — principalement de grands projets d'infrastructure financés par l'État — ne sont pas encore parvenus à stimuler la croissance.

Pour accroître ses gains de productivité et sa compétitivité à moyen terme, le Maroc doit s'atteler à renforcer la gouvernance dans le secteur public, moderniser l'administration publique, renforcer les liaisons entre les régions et améliorer les résultats du système éducatif. Au bout du compte, sa prospérité dépend fondamentalement de sa capacité à densifier son capital humain. Les faibles taux de participation des femmes et des jeunes au marché du travail appellent aussi l'attention sur la nécessité de faire une plus grande place à ces deux segments de la population.

TABLEAU 1 Maroc / Indicateurs macroéconomiques

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 P	2018 P	2019 P
Croissance du PIB réel, aux prix du marché constants	2.6	4.5	1.1	3.8	3.7	3.6
Consommation des ménages	3.6	2.4	2.6	4.0	2.9	2.9
Consommation publique	1.8	1.9	1.3	1.5	1.7	1.9
Investissement brut en capital fixe	-2.1	1.5	3.9	3.8	4.0	4.1
Exportations, Biens et services	8.4	6.0	4.5	5.9	7.3	7.1
Importations, Biens et services	3.3	-3.1	7.9	4.5	4.6	4.9
Croissance du PIB réel, aux prix des facteurs constants	1.7	3.5	0.4	4.0	2.8	3.0
Agriculture	-2.3	13.0	-9.8	9.6	1.1	1.7
Industrie	2.9	2.8	1.9	2.1	2.5	2.7
Services	2.3	1.3	2.6	3.4	3.3	3.5
Inflation (Indice des prix à la consommation)	0.4	1.6	1.6	2.0	2.0	2.0
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-5.7	-1.9	-4.0	-4.2	-4.0	-4.0
Solde budgétaire (en % du PIB)	-4.7	-4.3	-3.9	-3.0	-3.0	-3.0
Dette (en % du PIB)	63.5	64.1	66.2	66.3	66.0	65.5
Solde primaire (en % du PIB)	-2.0	-1.6	-0.9	0.1	0.2	-1.0

Sources : Banque mondiale, Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité.

Notes : e = estimations, p = prévisions